

2376

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



**MINISTERE DE LA FAMILLE
DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE**



CABINET

PROJET DE TERMES DE REFERENCE

LETTRE DE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT FAMILIAL SOCIAL ET DE SOLIDARITE NATIONALE

- Août 2004 -

SIGLES UTILISES



MFDSSN	: Ministère de Famille du Développement Social et de la Solidarité Nationale
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
AFDS	: Agence du Fonds de Développement Social
PLCP	: Projet de Lutte Contre la Pauvreté
PAREP	: Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté
LPDFSSN	: Lettre de Politique de Développement Familial, Social et de Solidarité Nationale
DSDS	: Direction des Stratégies de Développement Social
OMD	: Objectifs Du Millénaire
PNLCP	: Programme National de Lutte Contre la Pauvreté
NEPAD	: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
SNU	: Système des Nations Unies
TDR	: Termes De Référence
PNDES	: Plan National de Développement Economique et Social
PNIR	: Programme National d'Infrastructures Rurales
PDIS	: Programme de Développement Intégré de la Santé
MCA	: Millenium Challenge Account
PNBG	: Programme National de Bonne Gouvernance

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
I. Contexte et justifications.....	3
II. Objectif général.....	4
III. Objectifs spécifiques.....	4
IV. Résultats attendus.....	5
V. Modalités d'élaboration.....	5
VI. Principes méthodologiques.....	6
VII. Stratégie d'élaboration.....	7
VIII. Budget	8

ANNEXE : Planning d'exécution

D'autres programmes tels que le PNDES, le PNBG, le PNIR, le PDIS, le MCA, les OMD constituent également des instruments efficaces mis en oeuvre par l'Etat, en collaboration avec les partenaires au développement, pour lutter contre la pauvreté et répondre favorablement aux attentes des sénégalais.

L'ensemble de ces programmes sont en phase avec les orientations stratégiques identifiées dans le cadre du dixième Plan de Développement Economique et Social (PNDES) de notre pays et s'intègrent harmonieusement dans la vision du NEPAD qui cherche à « *relever, entre autres, les nouveaux défis de la mondialisation et de combler le retard pris par le Continent sur les nations développées* ».

Dans ce cadre, le Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale, conformément aux décrets n° 2004-586 et 2004-606 du 30 avril 2004 relatifs aux attributions des deux Ministres du département, a pour mission de « *préparer et de mettre en œuvre la politique arrêtée par le Chef de l'Etat en matière de politique familiale, de protection et de développement des femmes et des enfants, de développement social et de solidarité nationale* ».

Il doit également veiller, entre autres, à ce que les politiques, projets et programmes destinés à lutter contre la pauvreté profitent à l'ensemble des catégories sociales de la population, dans le cadre d'une solidarité agissante pour le développement du pays.

Au demeurant, si l'Etat et les partenaires divers ont fait et continuent de faire beaucoup de réalisations dans le secteur social, l'impact n'est pas toujours très visible ou même facilement mesurable parce que les actions sont dispersées ou cloisonnées et manquent de synergie, de cohérence, de liant à partir d'un cadre de référence unique qui embrasserait l'ensemble des interventions sectorielles et sous-sectorielles.

Ainsi, fort de ce constat, le MFDSSN a l'ambition de **décloisonner** les cibles, les structures et les politiques dont la charge lui incombe, à travers une **approche programme** en vue d'une meilleure **intégration**, d'une plus grande **efficacité** et d'un impact plus **visible** des interventions publiques et privées dans tous les segments de la demande sociale qui est multiple et mutatoire dans le temps.

Cette vision plus globale de la politique sociale nécessite donc la mise en place d'une **lettre de politique de développement familial, social et de solidarité nationale** déclinée en programme décennal partagé et exécuté avec l'ensemble des acteurs et partenaires au développement.

En définitive, cet instrument devra permettre de mieux :

- © prendre en compte les **questions de genre** à travers une **approche fondée sur les Droits et les préoccupations des groupes vulnérables** : droits des femmes, droits des enfants, droits des personnes handicapées, droits des anciens, etc.

- ⊙ renforcer les mécanismes nationaux **d'équité et de justice sociale** conformément aux recommandations issues de la 42^{ème} session de la Commission du Développement Social des Nations Unies, du Sommet de Madrid consacré au vieillissement, à l'égalité des chances pour les personnes handicapées et les migrations dans une perspective sociale, du Sommet de Copenhague et des autres grandes conférences des Nations Unies pour un développement harmonieux et durable ;
- ⊙ accompagner le **processus du DSRP** et l'ensemble des politiques et programmes mis en place par l'Etat, en collaboration avec les partenaires au développement, pour lutter contre la pauvreté ;
- ⊙ mesurer les **impacts** des différents programmes dans les secteurs ou sous-secteurs considérés ;
- ⊙ comprendre la **politique et les orientations stratégiques de l'Etat** dans le domaine du développement social ;
- ⊙ lire, coordonner et évaluer les **interventions** en direction des couches sociales vulnérables.

II. Objectif général

- ⊙ Traduire la vision des pouvoirs publics en matière de politique de développement familial, social et de solidarité nationale au Sénégal ;

III. Objectifs spécifiques

- ⊙ Définir des orientations et des axes stratégiques pour le secteur ;
- ⊙ Etablir des mécanismes de renforcement du cadre institutionnel pour le rendre plus favorable, tout en intégrant les politiques de façon efficace à travers un programme cadre ;
- ⊙ Mettre en place des mécanismes permettant de faciliter et de renforcer l'engagement et la participation des acteurs et des partenaires au développement dans la mise en œuvre de la politique sectorielle.

IV. Résultats Attendus

- ⊙ Une Lettre de Politique de Développement Familial, Social et de Solidarité Nationale élaborée, partagée et validée avec l'ensemble des acteurs sociaux et partenaires au développement concernés ;
- ⊙ Un cadre organisationnel de prise en charge de la politique de développement familial, social et de solidarité nationale mis en place ;
- ⊙ Les capacités institutionnelles du MFDSSN renforcées en matière de conception, de planification, d'exécution, d'évaluation et de suivi des politiques sectorielles et sous-sectorielles ;
- ⊙ Un cadre partenarial et des domaines de concentration définis, partagés et mis en application ;
- ⊙ Une meilleure participation des populations et des partenaires au développement dans la politique sectorielle et sous-sectorielle du département ;
- ⊙ Un programme décennal de développement familial, social et de solidarité nationale opérationnel.

V. Modalités d'élaboration de la LPDFSSN

Pour réaliser les activités prévues durant tout le processus, il sera créé deux comités :

1. un *Comité Technique Préparatoire*, au sein du MFDSSN, qui aura pour missions de :

- ⊙ Elaborer le Projet de Termes de Référence de la LPDFSSN et le planning d'exécution ;
- ⊙ Analyser et faire la synthèse des contributions des Directions et autres Services du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale ;
- ⊙ Collecter, analyser et faire la synthèse de toute la documentation interne et externe relative à l'élaboration de la LPDFSSN ;
- ⊙ Préparer, participer et faire la synthèse des travaux liés aux différents ateliers de restitution et de validation de la LPDFSSN.

La DSDS assurera le *Secrétariat Technique* du *Comité Technique Préparatoire* avec l'appui du Bureau de Suivi et de Coordination.

2. un *Comité Scientifique* qui aura pour missions de :

- ⊙ Réfléchir sur la problématique du développement familial, social et de solidarité nationale au Sénégal ;
- ⊙ Faire l'analyse des différentes politiques de développement, leur impact et les plages de convergence avec une LPDFSSN ;
- ⊙ Proposer une LPDFSSN et en assurer le suivi.

VI. Principes méthodologiques

1. Partenariat/Partage

La transversalité et l'intersectorialité des cibles (familles, femmes, enfants, anciens, handicapés, etc.) et stratégies mises en œuvre à travers les différents programmes (DSRP, OMD, PNLCP, NEPAD, etc.) imposent une concertation à plusieurs échelons. Ce principe favorise une synergie et un consensus national sur la vision et les grandes orientations en matière de développement familial, social et de solidarité nationale.

Une collaboration efficiente en phase avec les attentes des partenaires au développement et les différents segments de la population (*société civile, Assemblée nationale, collectivités locales, autorités politiques, coutumières, religieuses, ministères techniques, institutions spécialisées du SNU, organisations patronales et syndicales, ONG, organisations de femmes, d'enfants, de personnes handicapées, d'anciens et autres partenaires au développement, etc.*) constitue un gage de succès de ladite lettre de politique sectorielle.

2. Décentralisation

Les collectivités locales, enrichies des compétences qui leurs sont transférées, s'érigent comme des piliers essentiels dans toutes les politiques de développement initiées au Sénégal.

En ce sens, l'élaboration d'une lettre de politique de développement familial, social et de solidarité nationale tiendra compte de cette dimension pour mieux traduire la volonté de l'Etat de responsabiliser les acteurs et partenaires au développement à la base dans leurs choix et options en matière de politique familiale, sociale et de solidarité nationale.

3. Participation/Appropriation

Les principes de **participation** et d'**appropriation**, éléments fondamentaux de la réussite de ce travail, tourneront essentiellement autour d'activités de **concertation** pour une forte implication de l'ensemble des segments intéressés. L'approche participative, corollaire au principe de partage, guidera tout le processus d'élaboration de la LPDFSSN en vue de favoriser une appropriation de cette dernière par tous les acteurs sociaux et partenaires au développement.

VII. Stratégie d'élaboration de la LPDFSSN

Le processus d'élaboration, tout en tenant compte de la nécessité d'une *approche basée sur les Droits*, fera intervenir trois niveaux de réflexion :

- ⊙ **Un niveau macro**, qui sera le fruit de la contribution ou de la prise en compte des différents plans, politiques et programmes nationaux ou supranationaux (PNDES, DSRP, PNLCP, OMD, MCA, NEPAD, etc.). C'est aussi, à ce niveau qu'il sera envisagé les réflexions et les grandes options stratégiques, de même que le profilage d'une politique en matière de développement social pour notre pays. Ce niveau verra aussi une forte implication du Ministère de l'Economie et des Finances, du Ministère du Plan et de l'ensemble des ministères techniques intéressés par les stratégies et cibles du MFDSSN ;
- ⊙ **Un niveau méso**, ponctué par des ateliers de restitution et de partage, tout en recherchant les articulations entre les options de politique familiale et sociale et les engagements en matières de coopération internationale. Ce niveau renforce la **concertation** déjà entamée au niveau macro et l'élargit à l'ensemble des partenaires sociaux (*société civile, autorités politiques, coutumières, religieuses, organisations de femmes, d'enfants, de personnes handicapées, d'anciens, etc.*) et institutionnels (*ministères techniques, institutions spécialisées du SNU, organisations patronales et syndicats, ONG, et autres partenaires au développement, etc.*).
- ⊙ **Un niveau micro**, qui met spécifiquement l'accent sur la **concertation et la contribution** des populations à la base et des différents segments de la société civile situés au niveau des régions qui vivent les incidences des différents politiques et programmes de lutte contre la pauvreté.

Ces trois niveaux seront traversés par plusieurs étapes, allant de l'analyse situationnelle et documentaire, à la tenue de plusieurs ateliers de réflexion stratégique et de partage durant tout le processus, jusqu'à la validation, l'adoption définitive et la signature de la *Lettre de Politique de Développement Familial, Social et de Solidarité Nationale*.

Pour une bonne cohésion du processus, un planning d'exécution a été élaboré (Voir en annexe).

BUDGET PREVISIONNEL

ACTIVITES	COÛT PREVISIONNEL
1^{ère} ETAPE : DEMARRAGE	
1. Atelier de partage avec les services déconcentrés du MFDSSN	1 085 000
2. Participation aux concertations régionales (Missions de terrain)	1 173 900
3. Atelier d'analyse et de Synthèse de la documentation et des contributions sectorielles	215 000
4. Atelier d'Elaboration du 1 ^{er} Draft de LPDFSSN	325 000
5. Atelier de validation interne de la 1 ^{ère} mouture de LPDFSSN	775 000
SOUS TOTAL	3 573 000
2^{ème} ETAPE : PHASE DE PARTAGE ET DE CONCERTATION	
1. Atelier de partage avec les services déconcentrés du MFDSSN	3 380 000
2. Atelier de partage avec les autorités, coutumières, politiques, religieuses, Ministères techniques, et institutions de la République	5 397 000
3. Atelier de partage avec les Syndicats, ONG, Associations et autres partenaires au développement	5 397 000
4. Atelier de partage/Institutions spécialisées du SNU, et autres partenaires au développement	4 447 000
5. Exploitations des observations issues des ateliers de partage	411 000
6. Atelier d'Elaboration d'un 2 ^{ème} Draft de la LPDFSSN	504 000

7. Atelier de validation du 2eme Draft de la LPDFSSN avec le Comité Scientifique	3 487 000
SOUS TOTAL	23 023 000
3^{eme} ETAPE : FINALISATION - VALIDATION - SIGNATURE	
1. Atelier national de restitution et de validation	4 395 000
2. Finalisation et reproduction de la LPDFSSN	2 100 000
3. Journée de lancement de la LPDFSSN avec la presse	1 295 500
SOUS TOTAL	7 790 000
TOTAL GENERAL	34 386 900 F CFA